

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MERSEN FRANCE AMIENS SAS

10 avenue Roger Dumoulin
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2025-E20191
Code AIOT : 0005101916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement MERSEN FRANCE AMIENS SAS implanté 10 Avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MERSEN FRANCE AMIENS SAS
- 10 Avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société par actions simplifiées (SAS) MERSEN FRANCE AMIENS exploite des installations de fabrication de graphites artificiels et de balais pour moteurs électriques. Les produits fabriqués sur le site d'Amiens sont destinés aux secteurs de l'aéronautique, du ferroviaire, de l'éolien et de l'industrie. Les matières premières utilisées sont notamment du brai de goudron de houille à haute température, de la coke de brai, du graphite, de la résine, du cuivre.

Le site est autorisé par AP du 13/07/2001, et est également encadré par les arrêtés de prescriptions complémentaires du 09/05/2011 et du 26/02/2024.

Le site MERSEN est un site soumis aux dispositifs de la directive IED, de BREF principal, le BREF NFM pour la production de graphites.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Séparation des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.2 2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Modalités de surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.4 4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 26/02/2024, article 6	Sans objet
3	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.3 3.5	Sans objet
4	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.4 4.1	Sans objet
6	Rejets eaux résiduaires	AP Complémentaire du 09/05/2011, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Mersen Amiens est un site peu consommateur en eau. Ses rejets aqueux sont principalement composés d'eau sanitaire et présentent par conséquent de faibles enjeux. Une mauvaise gestion des eaux de lavage des bâtiments constitue cependant un risque de pollution des eaux pluviales avec des produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR). Il est demandé à l'exploitant de travailler sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/02/2024, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

[...]

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ50 (BSS000DZQL)	A m o n t d e s bâtiments P et M	Nappe de la Craie	50 m
PZ51 (BSS000DZQM)	Amont de l'ensemble du site	Nappe de la Craie	52 m
PZ52 (BSS000DZQN)	Aval du site et aval direct des bâtiments P et M	Nappe de la Craie	52 m
PZ53 (BSS000DZQP)	Aval latéral des bâtiments B, A, W, H et F	Nappe de la Craie	50 m
PZ54 (BSS000DZQQ)	Aval latéral des bâtiments P, G et K	Nappe de la Craie	51 m

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants de manière semestrielle : pH, conductivité électrique, HCT C10-C40, Pb, Cu, Zn, Ag, phénol, COHV, HAP, acétone, méthyléthylcétone, éthanol. [...]

Les résultats d'analyses doivent être déclarés en ligne sur le site de télédéclaration GIDAF.

Constats :

Le site dispose de 5 piézomètres : un en aval, un en amont et 3 latéraux. Les 5 piézomètres font l'objet d'une surveillance semestrielle, à raison d'une mesure en hautes eaux et une en basses eaux. Cependant, seulement deux d'entre eux (le piézomètre amont et le piézomètre aval), font l'objet d'une déclaration des résultats sur la plateforme GIDAF.

Observation 1 : Il a été demandé à l'exploitant de déclarer les résultats des 5 piézomètres sur GIDAF.

Le dernier rapport de surveillance date de juin 2025, pour une intervention le 25 mars 2025, en période de hautes eaux. Les mesures sont réalisées par Apogeo environnement et géotechnique. La totalité des paramètres prescrits sont mesurés.

Le rapport conclut que la qualité des eaux souterraines est satisfaisante pour l'ensemble des

Le rapport conclut que la qualité des eaux souterraines est satisfaisante pour l'ensemble des paramètres recherchés.

La surveillance des eaux souterraines (nappe de la craie) avait été mise en place sur suspicion d'un impact en solvants chlorés. La surveillance montre des valeurs faibles et fluctuantes en solvants chlorés, mais toujours présentes en amont comme en aval du site. L'impact du site semble donc négligeable. Le rapport de surveillance confirme la tendance à l'amélioration globale de la qualité des eaux souterraines au droit du site observée notamment pour les solvants chlorés depuis le début de la surveillance.

Lors de la visite du site, le piézomètre PZ52 a été observé. Il dispose d'une base en béton surélevée, d'un tube étanche, fermé, et d'une protection contre les chocs, sous la forme d'une barrière à environ 50 cm de hauteur. L'entretien de la partie émergée du piézomètre est satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Séparation des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.2 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte

Prescription contrôlée :

Les différents effluents aqueux de l'établissement sont canalisés.

L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services en charge de la police des eaux ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les réseaux de collecte séparent les eaux non polluées, en particulier pluviales, des autres catégories d'effluents (eaux de refroidissement, eaux résiduaires, eaux domestiques, eaux pluviales souillées).

[...]

Constats :

L'exploitant a communiqué en amont de l'inspection et présenté en séance un plan des réseaux, sur lequel est mis en évidence la séparation entre le réseau des eaux usées (EU) et le réseau des eaux pluviales (EP).

Les deux réseaux sont connectés au réseau d'EU et d'EP de la zone Nord Amiens. Le site dispose d'une convention de déversement des EU et EP vers le réseau séparatif de l'espace industriel Nord d'Amiens, signée avec la CCI Amiens Picardie. Cette convention est datée du 24/04/2016 et est valable pour 10 ans. L'exploitant du site est conscient de la nécessité de renouveler cette convention l'année prochaine.

Les deux réseaux ne sont pas équipés de rétentions mais d'obturateurs. Le réseau d'EU dispose également d'un canal venturi.

Les EU sont générées principalement par les usages sanitaires. Il y a peu d'eaux de process, car la seule utilisation d'eau industrielle est le refroidissement, réalisé par des groupes froids en circuit fermé (pas de tour aéro-réfrigérante). La consommation d'eau est par conséquent assez faible : de 1000 à 1300 m³/mois, pour un maximum autorisé de 7500 m³/mois. La consommation est suivie

quotidiennement, à l'aide d'un tableur transmis à l'inspection. Lorsque des consommations journalières anormalement élevées sont relevées, un commentaire est associé (par exemple : fuite de la douche, vanne restée bloquée en position ouverte...).

Il existe deux bassins sur site :

- Une rétention (6 ou 7m³) collecte un mélange d'eau, résine et de solvants, traité comme un déchet dangereux par ORTEC
- Une fosse (3 m³) dans laquelle sont déversées les eaux de lavage des bâtiments (utilisation d'une autolaveuse). Ces effluents sont également évacués comme déchets dangereux

Les deux bassins ont été vus sur site. La fosse pour les eaux de lavage dispose d'un tuyau connecté au réseau d'EP. Lorsqu'il pleut, la fosse recueille l'eau de pluie et se remplit rapidement. Une partie des eaux de lavage (constituées de produits CMR) part alors au réseau d'EP. La vérification du niveau de remplissage est fait visuellement ou à l'aide d'une tige plongée dans la fosse. La vérification n'est faite qu'une fois par semaine. Lorsque la fosse est pleine, l'exploitant appelle un prestataire pour pomper la fosse et traiter les effluents comme déchet dangereux. Lors de la visite d'inspection, la fosse était remplie d'un produit noir et visqueux (eaux de lavage). Le niveau avait atteint le tuyau de liaison avec le réseau d'EP. Nous pouvons donc supposer qu'une partie du produit partait dans le réseau. L'exploitant a déclaré qu'ils allaient appeler leur prestataire le lundi suivant. La pollution du réseau d'EP s'est donc poursuivie tout le weekend. **Observation 2** : l'exploitant veillera à réaliser une vérification de l'étanchéité des deux fosses et à l'intégrer à son programme de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : Il est demandé à l'exploitant de modifier sa stratégie de gestion des eaux de lavage, qui crée un risque important de pollution des eaux pluviales, dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.3 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

[...]

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes :

- pH compris entre 5.5 et 8.5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;

- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105 ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l, conformément à la norme NFT 90-114 ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ;
- demande biologique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103.

Constats :

Les valeurs limites d'émission (VLE) sont reprises dans la convention avec la CCI.

Le réseau d'EP dispose d'un obturateur à activation manuelle en cas de pollution. L'obturateur a été vu lors de la visite sur site. Il est équipé d'une affiche qui précise "Obturateur EP".

Observation 3 : Les consignes d'utilisation de l'obturateur sont situées à l'intérieur de la porte et sont inaccessibles en situation accidentelle (l'opérateur doit casser la vitre pour activer la vanne, sans ouvrir la porte). L'exploitant veillera à afficher les consignes d'activation de l'obturateur à l'extérieur de la porte.

Observation 4 : la vitre de l'obturateur EP n'est pas placée face à la vanne. L'intervention de l'opérateur demanderait donc de trouver la vanne sans visibilité, et en contorsionnant le bras. L'exploitant veillera à faire les modifications nécessaires à une plus grande facilité d'activation de l'obturateur.

Le réseau ne dispose pas de rétention. En cas d'activation de l'obturateur, le réseau va se charger et l'exploitant demande un pompage pour évacuer les eaux polluées. Ce système est également utilisé comme confinement des eaux d'extinction incendie. D'après l'exploitant, la capacité du réseau est conforme au calcul D9A (non vérifié).

Des mesures annuelles sur les rejets d'eau pluviale sont réalisées par l'entreprise Cereco. Le dernier rapport date de 2024. La mesure en 2025 n'a pas encore été planifiée car elle dépend des précipitations. Elle est tout de même prévue avant fin 2025. L'exploitant a fourni le bon de commande avec l'entreprise Cereco pour la mesure annuelle au titre de l'année 2025.

Le rapport 2024 montre la conformité des résultats d'analyse sur la totalité des paramètres prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.4 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, dans les conditions définies au présent arrêté. L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées.

Il fait procéder au moins annuellement aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de cette autosurveillance par un organisme extérieur agréé par le ministère de l'environnement.

Les résultats des mesures d'autosurveillance du trimestre sont transmis dans la quinzaine suivant à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuellement constatés, ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant réalise une fois par mois des mesures sur les eaux usées des paramètres suivants : pH, MES, DBO5, DCO, phosphore total, indice phénol, azote total, hydrocarbures totaux. Les résultats sont transmis sous GIDAF. Les prélèvements (au niveau du canal venturi) et analyses sont réalisés par l'organisme Cereco, accrédité COFRAC. Le rapport conforme de l'intervention du 25 septembre 2025 a été fourni à l'inspection pour exemple.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article V.4 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant procédera aux contrôles suivants : - en continu à une mesure des débits d'eaux rejetées dans le réseau d'assainissement collectif ; - une fois par mois au prélèvement d'un échantillon réalisé en sortie de l'établissement et dans le réseau d'assainissement collectif qu'il fera analyser sur le plan du pH, de la DBO5, de la DCO, des MES.
Constats : Le réseau des eaux usées est équipé d'un débitmètre (mesure de niveau radar dans le canal venturi) qui mesure le débit en continu des rejets. Cependant, le débit n'est relevé qu'une fois par jour. L'entreprise Endress-hauser vient tous les ans pour contrôler le capteur de débit. Le rapport 2024 montre que le dernier étalonnage a été réalisé en mai 2023 et est valable jusqu'en mai 2025. Le nouvel étalonnage a été réalisé en juin 2025 mais l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport de visite. La gamme de mesure du capteur (de 0 à 50 m ³ /h) est adapté au réseau (rejets maximum de 30 m ³ /h).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2: Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le renvoi en continu de la mesure de débit sur les rejets d'eaux usées, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2011, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif de la zone industrielle pourvu à son extrémité d'une station d'épuration respectent les caractéristiques suivantes, pour un effluent non décanté :

- pH compris entre 5.5 et 8.5 (9.5 s'il y a neutralisation chimique) ;
- température inférieure à 30°C ;
- modification de couleur ne dépassant pas 100 mg Pt/l.

Le rejet respecte les valeurs limites suivantes :

Débit maximal horaire (m3/h)	30
Débit maximal journalier (m3/j)	200

Paramètres (méthode de référence)	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	400	40
DBO	400	40
DCO	1000	100
Azote global	50	10
Phosphore total	15	3
Hydrocarbures totaux	1	0.2
Indice phénols	0.05	0.01

[...]

Constats :

Les VLE sont reprises dans la convention avec la CCI.

Le débit est relevé tous les jours et respecte les VLE (contrôle par sondage sur le mois de septembre 2025).

L'exploitant réalise une fois par mois des mesures sur les eaux usées des paramètres suivants : pH, MES, DBO5, DCO, phosphore total, indice phénol, azote total, hydrocarbures totaux.

Un dépassement a été observé en mars 2025 :

- MES : concentration de 1300 mg/l

- MES : flux de 53 kg/j

- Hydrocarbures totaux : concentration de 2200 mg/l

Un bouchon s'était formé au niveau de l'évacuation du canal venturi, ce qui a fait monter la concentration. L'exploitant a mis en place un nettoyage mensuel du canal venturi en début de mois. Les mesures ont quant à elles lieu en fin de mois. Aucun dépassement n'a été observé depuis.

Lors du contrôle inopiné, des pics de pH supérieurs à la valeur autorisée sont observés. Le rapport SOCOTEC pour le contrôle inopiné 2024 montre des dépassements vers 10h, et entre 11h45 et 14h.

L'exploitant déclare que ces dépassements sont régulièrement observés entre 12h et 13h, lorsque l'équipe du matin (équipe la plus nombreuse) prend sa douche. Ces dépassements coïncident en effet aux pics de débit.

L'exploitant est conscient de ce phénomène mais n'a pas réfléchi à un moyen d'y mettre un terme.

Observation 5 : l'exploitant étudiera des moyens de mettre fin aux dépassements réguliers de pH.

Le réseau d'EU est également équipé d'un obturateur. Une vanne manuelle active une bouteille d'azote, qui fait gonfler un ballon. Le ballon vient alors boucher le réseau. Le réseau d'eau monte en charge jusqu'à intervention d'une entreprise extérieure pour pompage.

La maintenance des deux obturateurs n'était pas réalisée jusqu'à 2025. Elle est aujourd'hui intégrée au programme de maintenance préventive, à raison d'une visite par an.

En 2025, lors de la maintenance, il a été constaté que les deux obturateurs étaient inopérants :

- L'obturateur EP avait un ballon encore bâché et qui n'aurait donc pas pu se gonfler. L'intégrité du ballon et de la bouteille d'azote sont cependant entières.

- L'obturateur EU avait un ballon percé et la bouteille d'azote a également dû être remplacée. Les deux obturateurs sont désormais opérationnels.

L'exploitant procède au curage des deux réseaux (EP et EU) à raison d'une moitié de site tous les ans. Le curage ainsi que l'évacuation des déchets sont faits par la société ORTEC. En 2024, la partie gauche du site a été curée les 31/10, 2/11 et 8/11. En 2025, la partie droite a été curée le 09/10. Les deux interventions ont fait l'objet d'un compte-rendu, précisant les zones curées. Les boues de curage ne sont pas des déchets dangereux. L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi des déchets pour 2024 et 2025 pour les boues de curage.

Type de suites proposées : Sans suite